

ANCRÉE dans la SOLIDARITÉ

Retour sur 50 ans d'histoire





221, avenue Laurier Est,
Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Téléphone : 613-563-4801
Sans frais : 1-866-563-4801
Télécopieur : 613-594-4704
info@interpares.ca
interpares.ca



@InterParesCanada



@InterParesCanada



Inter Pares

Numéro d'enregistrement
d'organisme de bienfaisance (NE)
11897 1100 RR000 1

INTRODUCTION

En 1975, un petit groupe de personnes s'est réuni autour d'une table de cuisine avec un objectif commun : construire un monde plus juste et plus égalitaire, d'une manière différente. Désenchanté par le statu quo du développement international, ce groupe a imaginé une organisation fondée sur la solidarité, et non sur la charité, comme approche de la coopération internationale. Une organisation qui s'attaque aux causes profondes des injustices sociales et des inégalités, qui s'appuie sur les connaissances et les pratiques des communautés, qui relie les luttes dans les pays du Sud et du Nord. Une organisation qui incarne ces principes de l'intérieur.

Inter Pares. Entre égaux.

Ces principes fondateurs **sont toujours d'actualité.**

Alors que nous célébrons les 50 ans d'Inter Pares, nous vous invitons à revenir sur notre histoire commune. *Ancrée dans la solidarité : retour sur 50 ans d'histoire* est un recueil de souvenirs célébrant nos homologues et allié-e-s ainsi que les luttes que nous menons ensemble. Les voix qui s'expriment dans ces pages sont nombreuses. **Brian Murphy**, ancien membre de l'équipe, ouvre le recueil par une réflexion qui nous rappelle qu'il existe une « une possibilité en devenir » : un changement significatif devient possible grâce à une pratique partagée d'apprentissage, d'écoute et d'accompagnement durable.

Vous trouverez dans cet ouvrage **trois articles** détaillant comment cette philosophie a pris forme au cours des cinquante dernières années : relier les gens par l'action collective, à travers différents mouvements et dans différents contextes. Réfléchissez à la manière dont Inter Pares a œuvré pour promouvoir un accès plus inclusif aux soins de santé, s'est organisé avec les communautés agricoles pour protéger leur droit à la terre, à la biodiversité des semences et à l'autodétermination, et a soutenu la justice et la participation communautaire dans des contextes de répression et de conflit.

Ces articles sont complétés par **quatre profils** d'homologues et d'allié-e-s qui ont participé à notre cheminement vers un monde plus juste et plus égalitaire : **Esperanza Moreno, la Dre Sylvia « Guy » Estrada Claudio, Mariamé Ouattara et Jamie Kneen**. Leur participation à Inter Pares depuis des décennies illustre ce que nous pouvons accomplir ensemble grâce à un leadership partagé, à des programmes menés par les communautés et à un engagement envers des relations à long terme, éléments essentiels à la construction d'une réelle solidarité internationale.

Ensemble, ces réflexions et ces récits mettent en lumière les multiples facettes de notre travail en faveur de la justice sociale et les nombreux espaces dans lesquels ce travail s'inscrit. Mais surtout, *Ancrée dans la solidarité : retour sur 50 ans d'histoire* met en évidence le monde différent que nous sommes en train de construire.

Notre dévouement à notre mission—travailler *entre égaux*—reste plus vivant que jamais. Le travail présenté dans ce recueil se poursuit. Tout en réfléchissant à notre passé, nous nous tournons également vers l'avenir. C'est à nous de façonner ensemble le prochain chapitre. Puissions-nous continuer à nous rassembler autour d'une cause commune pour un monde plus juste et plus égalitaire.



Inter Pares à 50 ans

par Brian Murphy, ancien membre de l'équipe d'Inter Pares, tel que partagé en mai 2025 lors de l'événement 50 ans d'action pour la justice sociale.

Je pense que personne ne serait plus surpris que nous soyons ici aujourd'hui que le petit groupe de personnes qui, il y a 50 ans, se regardaient autour d'une table de cuisine sur la rue MacLaren, au centre-ville d'Ottawa.

Ces gens-là imaginaient une ONG canadienne authentique, avec une différence et se demandaient par où commencer. Je doute qu'ils et elles aient pu prédire sa trajectoire ou ce qu'elle est devenue aujourd'hui. Ce groupe se concentrait sur le présent, sur ce qu'on pouvait faire à ce moment-là.

Et ces personnes imaginaient—selon ce que j'en sais—quelque chose d'*ouvert*. C'est sûr qu'elles ne pouvaient pas imaginer, encore moins prédire, le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui. Elles ne pouvaient pas non plus anticiper plusieurs des événements mondiaux et des changements tout au long du chemin qui nous a menés jusqu'ici.

Mais ceux et celles qui sont arrivé-e-s plus tard n'ont pas *hérité* d'Inter Pares de ces pionniers et pionnières ni des retardataires sincères comme moi et quelques autres dans cette salle, qui se sont joint-e-s à l'aventure à ses débuts. Dans cet esprit d'ouverture, les nouvelles générations se sont engagées auprès de l'organisation telle qu'elles l'ont trouvée à leur arrivée, à ce point de sa vie et de son processus historique. Elles l'ont honorée par leur engagement et en poursuivant ce processus. C'est vrai des personnes qui se sont jointes au personnel dans les années 1980 et 1990 et après. Et c'est aussi vrai du personnel actuel.

Aujourd'hui, nous saluons cette grande tradition, la génération fondatrice et toutes les personnes qui y ont contribué au fil des ans. C'est pourtant l'équipe actuelle d'Inter Pares que je tiens à saluer de façon particulière—ainsi que les homologues et les ami-e-s d'Inter Pares partout dans le monde. Inter Pares dure grâce à ces personnes-là—le personnel et le conseil d'administration actuels, et leurs collègues au Canada et à l'international. Elles représentent la mission d'Inter Pares dans le monde et en font ce qu'elle est aujourd'hui, un demi-siècle plus tard.



Dans mes remarques ce soir, je vais tenter de cerner les principaux éléments qui font qu'Inter Pares est ce qu'elle est. Pas son Histoire (il y en a plusieurs). Encore moins de façon chronologique. Ce serait plat et stérile, et l'histoire est de toute façon impossible à résumer.

Mais nous y voici. Inter Pares **à 50 ans**.

Comment décrire ses qualités intrinsèques ?

Ses principes et ses pratiques durables ?

Comment cerner la *nature même* d'Inter Pares ?

Inter Pares a été conçue comme une organisation enracinée au Canada, dans les communautés et les réalités canadiennes. Et comme une organisation internationaliste. Elle aspirait à établir des relations et à mener des actions par des Canadien-ne-s au Canada et dans le monde entier, dans un esprit de solidarité internationale, autour de causes communes. Non seulement donner, mais partager et recevoir. Non seulement aider, mais s'engager dans l'action commune fondée sur des intérêts mutuels. Connecter les enjeux d'ailleurs aux enjeux et à la vie d'ici. Reconnaître notre interdépendance fondamentale avec le reste de la planète. Miser sur les relations; rester toujours à l'affût des mouvements émergents auxquels se rallier; élargir et approfondir l'action et le plaidoyer, au niveau local et à l'international.

Dès sa création, Inter Pares avait bien sûr en tête des projets très ambitieux. Mais, comme je le soulignais plus tôt, c'était une organisation ouverte, fondée sur l'action et l'exploration. Cette ouverture était enracinée dans sa conception même et dans son nom, *Inter Pares. Entre égaux*. Une mission conçue comme un dialogue, dans la réciprocité, dans le partage d'expériences et d'apprentissages. Itérative et mouvante—*une possibilité en devenir*, comme je l'ai décrite ailleurs.

Selon moi, c'est un fil conducteur qui a tissé Inter Pares depuis ses débuts et qui perdure aujourd'hui. Inter Pares est une *organisation d'apprentissage*. Par choix. C'est dans ses gènes, depuis sa conception par les personnes

qui ont créé l'organisation et l'ont fait grandir. La modalité de base d'Inter Pares est d'être une organisation d'apprentissage, engagée dans des processus de changement avec des organisations homologues—apprendre avec elles, apprendre d'elles. Les personnes qui ont suivi ont mis l'accent sur cette modalité, l'ont élaborée et améliorée pendant toutes ces décennies. S'il y a un héritage des membres fondateurs, je crois que c'est *celui-là*. Ils et elles méritent notre gratitude pour leur perspicacité et pour le simple courage d'avoir plongé dans cette aventure, dans des eaux aussi incertaines.

En fait, je pourrais aussi décrire Inter Pares comme une organisation **fondée sur le savoir**, selon une formule plus classique. J'insiste sur *l'apprentissage* parce que le savoir utile est enraciné dans l'apprentissage, en tant que principe actif, sur une base continue. Au moment même d'appliquer le savoir, nous savons que l'action *transformera* notre savoir. Et que l'apprentissage est un élément inhérent de notre action. J'insiste aussi sur *l'apprentissage* parce que, dès le début, Inter Pares s'est fermement engagée à promouvoir l'apprentissage—de l'éducation publique à la recherche-action. Engagée envers le processus de création du savoir et le partage systématique de ce savoir.

Dès les premiers jours, Inter Pares a lancé des projets à risque, comme l'émission de radio *Sounds Different* avec l'animatrice Elizabeth Gray; et le projet de publications scolaires, *Common Heritage*, dont le ministère de l'Éducation a fini par autoriser le matériel novateur en études mondiales dans le programme des écoles primaires de l'Ontario. L'échange d'apprentissage paysan entre petites fermes familiales de l'est du Canada et des Caraïbes orientales est un exemple classique de recherche-action internationale conjointe à partir d'une cause commune. Son intérêt pour le développement rural et l'agriculture appropriée se poursuit aujourd'hui dans les programmes d'Inter Pares.

Je suis tombé récemment sur un exemple de ce partage international de l'apprentissage et du savoir, en lien avec le travail réalisé au Bangladesh. Le premier pays qui me vient à l'esprit quand je revois les débuts, c'est le Bangladesh. La longue collaboration entre Inter Pares et ce pays, initiée dès le premier jour par Ian, s'est poursuivie sans interruption pendant 50 ans. Et bien sûr, je parle ici d'Ian Smillie, cofondateur d'Inter Pares. C'est dans sa cuisine qu'ont eu lieu les toutes premières discussions que j'évoquais au début.

Il y a quelques semaines, mon ami Jai Sen m'a envoyé une note pour me dire qu'il avait trouvé un document tiré d'un programme des débuts d'Inter Pares au Bangladesh. Alors qu'il feuilletait du matériel des années où il était membre d'une organisation d'action sociale à Kolkata et a trouvé un rapport sur les luttes des tireurs de pousses (*rickshaws*) de la ville, daté de janvier 1992. L'organisation n'avait pas réussi à trouver en Inde de la documentation sur la conception et l'ingénierie des *rickshaws*, ni une analyse complète de ce secteur dans le contexte socioéconomique de l'époque.

Je cite le rapport envoyé par Jai :

« Ce que nous avons trouvé de mieux, c'est une excellente étude des cyclo-poussettes à Dacca, réalisée par Inter Pares, une organisation non gouvernementale du Canada œuvrant au Bangladesh; et plus tard, un autre excellent rapport sur un nouveau véhicule mis au point à Camila Bangladesh, par Fred Wilkie. »

L'étude d'Inter Pares à laquelle il est fait référence date d'avril 1983, au Bangladesh.

Fred Wilkie était un génie du vélo d'Ottawa, embauché par Inter Pares comme consultant pour s'attaquer avec Camila aux défauts de conception du *rickshaw* décelés dans

son rapport initial. Les résultats de ce travail se sont retrouvés en Inde dix ans plus tard.

On récolte ce que l'on sème.

Je crois que j'ai vraiment saisi à quel point la création du savoir pouvait—et devait—être au premier plan de notre travail quand nous avons reçu, sur la rue Arthur, la première caisse d'exemplaires d'un petit livre de poche, à la couverture jaune avec deux gerbes de blé iconiques ondulant au-dessus du titre. Ce livre, *Seeds of the Earth*, de Pat Mooney, a été publié en 1983 par Inter Pares, en collaboration avec le Conseil canadien pour la coopération internationale (maintenant Coopération Canada), sous la direction de Tim Brodhead—comme tant d'autres choses menées discrètement par Tim à l'époque. Tim est bien entendu l'un des cofondateurs d'Inter Pares. *Seeds of the Earth* a lancé un mouvement dont l'histoire incroyablement riche de solidarité et d'activisme international se poursuit de nos jours. Comme le travail de RAFI, maintenant appelé le Groupe ETC.

Et tant d'années plus tard, Inter Pares reste au cœur de ce mouvement à l'international et au Canada, sous le thème de la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.

Il n'est donc pas surprenant qu'Inter Pares ait maintenu ses relations solides avec le Groupe ETC, établies il y a plusieurs décennies. Le caractère durable de la relation; l'engagement envers l'action et l'apprentissage communs; et la loyauté dans les moments de victoire et d'adversité : tout cela caractérise la réputation d'Inter Pares dans le secteur, au Canada et à l'international.

Alors maintenant, plutôt que de réciter une litanie de références à des programmes, des actions, des produits, des événements et des personnes du passé, je vais tenter de définir le travail d'Inter Pares dans son évolution. Ce que les collègues d'Inter Pares *font*, maintenant et depuis des années, pour perpétuer cette organisation d'apprentissage—qui accomplit des choses *très* utiles avec des personnes *très* intéressantes.

Ce sera une description subjective, forcément. C'est un point de vue personnel, fondé sur mon expérience, qui, je l'espère, n'est pas trop éloigné de la réalité.

Quand je faisais partie de l'équipe—et encore maintenant, je le constate—le mot *programmer* définissait la façon de considérer notre travail et d'y faire référence. Cela supposait un processus itératif fluide d'apprentissage et d'action avec d'autres. Plutôt que d'insister sur le nom *programme*, nous nous sommes concentrés sur le verbe et son emploi intransitif. Plutôt que de concevoir un *programme* dans l'abstrait puis de *réaliser ce programme* dans le monde, nous considérions que notre travail consistait à *programmer* avec les autres, en agissant ensemble pour *façonner le monde*.

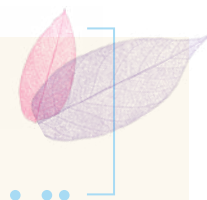
C'est un processus d'invention et de collaboration—d'invention continue. Et si le programme était *quelque chose*, c'était cette relation du travail en commun, qui s'est concrétisée en organisation locale, en action et en formations communautaires—et souvent aussi en plaidoyer international—pour évoluer et se transformer au fil du temps.

Dans tout cela, la réciprocité et l'interdépendance de nos relations étaient au cœur du processus. Ce que *font* les collègues d'Inter Pares, c'est rechercher ce type de relations, miser sur elles et les soutenir, dans le but d'en faire des relations durables. Des relations ouvertes, fluides, en évolution. En transformation constante, au fil des événements et des leçons du temps.

Ce processus commence par l'observation. Apprendre. Écouter. Nous sommes les élèves de nos homologues, nous apprenons sur le terrain. Ce processus suit une logique inductive plutôt que déductive, une logique issue de l'expérience. Dans une allocution que j'ai prononcée en 2000 à la conférence consultative du CAD de l'OCDE sur la réduction de la pauvreté, j'ai appelé ça « penser à la voix active ».

J'ai cité un poème qui commençait comme ceci :

« Les pauvres ne connaissent pas grand-chose à la praxis / à la réflexion et à l'action / mais ils savent certainement réagir sur le vif. »



Pour *programmer* à Inter Pares, il faut avoir le désir et la capacité de réagir sur le vif.

Je ne considère pas ce processus comme une simple progression au fil du temps, mais **comme un cycle**. Ce n'est pas un *cercle*, qui est fermé, mais une *spirale* qui revient souvent sur elle-même, pour s'ajuster, ce qui ne l'empêche pas de progresser. Je vois une double hélice. C'est peut-être une image grandiose dans le contexte; elle me vient à l'esprit parce que je l'associe aux processus de la vie. Et le but, c'est de bâtir des relations *vivantes*. Nous construisons ces relations en les *vivant*.

C'est un processus à la fois personnel et politique. Ce n'est **pas un slogan vide de sens**. Nos relations avec nos homologues se développent très souvent de manière profondément personnelle et au fil du temps. Bien sûr, la profondeur et la qualité des relations varient. Mais il est indéniable que les plus durables d'entre elles ont été marquées d'une réciprocité précieuse sur le plan politique et personnel. Et les meilleures d'entre elles deviennent des relations avec Inter Pares elle-même, en tant qu'organisation et en tant que communauté.

En deux mots : le travail d'Inter Pares est enraciné dans les relations et le partage de l'action et de l'apprentissage. L'action dans laquelle elle s'engage avec d'autres n'est pas un processus déductif—*je pense, puis j'agis*, mais plutôt : *je pense tout en agissant*. Et plus particulièrement : *je pense pendant que j'agis avec d'autres*.

Ce processus ne fait pas que reposer sur la communauté, il *produit* la communauté. Il n'est pas seulement *enraciné* dans les relations sociales, il *produit* ces relations et les nourrit. C'est de fait un processus reproductif, un processus de vie—qui donne la vie, soutient la vie et promeut la vie.

Alors qu'en est-il des modalités ? Quelles astuces Inter Pares a-t-elle développées au fil des ans pour soutenir son travail et ses relations ?

Je dois dire d'emblée que l'argent, le cash, n'était *pas* la principale monnaie d'échange qu'Inter Pares apportait à ses relations. Inter Pares n'a jamais eu les ressources financières que ses homologues pouvaient souvent obtenir d'autres sources internationales. De toute façon, notre instinct n'était pas de nous développer en ce sens, même s'il y avait eu la possibilité de le faire.

Alors, qu'est-ce qu'Inter Pares pouvait bien apporter ?

Et bien, pour ce qui est de l'argent, il n'y en avait pas beaucoup, mais c'était tout de même précieux. Par principe, l'approche d'Inter Pares était de demander : « Si vous en aviez les moyens, que souhaiteriez-vous le plus réaliser qu'il vous est impossible de réaliser maintenant ? » Puis de réfléchir ensemble à la façon d'obtenir les ressources requises : argent, talent, information, camarades de route ou autre chose.

C'est ainsi que nous sommes devenus **des collaborateur-rice-s et des apprenti-e-s**, apprenant à connaître les organisations, les réalités dans lesquelles elles travaillent et avec lesquelles elles interagissent, leurs analyses et leurs aspirations réelles. L'idée était d'offrir une collaboration stratégique—une *coconspiration* comme on le dirait peut-être maintenant.

Cette approche créative et flexible est infiniment plus difficile à mettre en œuvre dans le contexte actuel de réduction du financement, mais je crois qu'Inter Pares le fait encore plutôt bien.

Au-delà de ces relations avec les homologues dans divers pays, je crois que rien n'a davantage caractérisé la stratégie de programmation d'Inter Pares que l'importance accordée à la création de coalitions. Renforcer et amplifier l'action grâce à des structures collaboratives. Bâtir en cercles concentriques, du palier local jusqu'au national, au régional puis au mondial. L'accent est mis non seulement sur le soutien au développement communautaire, mais aussi sur la contribution aux processus d'*organisation* communautaire. Collaborer, connecter, rassembler, convoquer, construire des alliances. J'ai toujours pensé que c'était **le patient travail de filage et de tissage** d'Inter Pares, pour emprunter les mots d'un poème que j'adore.

Pour Inter Pares, cela implique de penser constamment en termes de *levier*. Chercher des moyens de tirer parti de ses maigres ressources—pas seulement l'argent, et généralement pas *principalement* l'argent—pour lancer le mouvement. Puis nourrir discrètement le processus au fur et à mesure qu'il avance.

Le principe ? Ne jamais faire seul ce que nous pouvons mieux faire en alliance avec d'autres. Selon la conviction que dans la vie, il y a très peu de choses que *quiconque* peut mieux réussir isolément, par ses seuls moyens.

Inter Pares a toujours collaboré au soutien de groupes locaux, nationaux, régionaux et internationaux, en encourageant ceux qui existaient déjà et en en créant de nouveaux lorsque cela était nécessaire. Et la réputation d'Inter Pares témoigne de son *leadership* discret dans ces structures : modeste, en collaboration, mettant de côté l'ego et le profil institutionnel pour mettre l'accent sur le collectif.

Je pense que cela s'explique en partie par le fait qu'Inter Pares a très tôt compris que son rôle consistait à agir dans et à travers l'action culturelle et à considérer l'action sociale et politique *comme* une action culturelle.

Qu'est-ce que j'entends par là ? Je veux dire que les situations et les dilemmes auxquels les personnes et les communautés sont confrontées sont enracinés dans la société et la culture, et que la véritable façon d'y répondre est d'ordre social et culturel. Quel que soit l'endroit où nous travaillons ou l'enjeu abordé, le tissu social et culturel est menacé. Et les réponses apportées par les personnes et les communautés sont des réponses sociales et culturelles. C'est précisément là que réside leur force. Il faut reconnaître cette force et l'accentuer au fil de toutes nos actions si nous voulons qu'elles soient efficaces et durables.

Enfin, quelques mots sur le fait qu'Inter Pares est une organisation **féministe**. Le féminisme n'est pas une idéologie. Encore moins une marque ou une étiquette. Pour Inter Pares, le féminisme a été une analyse, notamment une analyse des relations de pouvoir—de genre, de race et de classe—et de leur nécessaire transformation. Il importe de souligner que le féminisme est aussi *une pratique*. Inter Pares n'embrasse pas cette pratique parce qu'elle est féministe; elle est féministe parce qu'elle embrasse l'analyse structurelle et la pratique féministes.

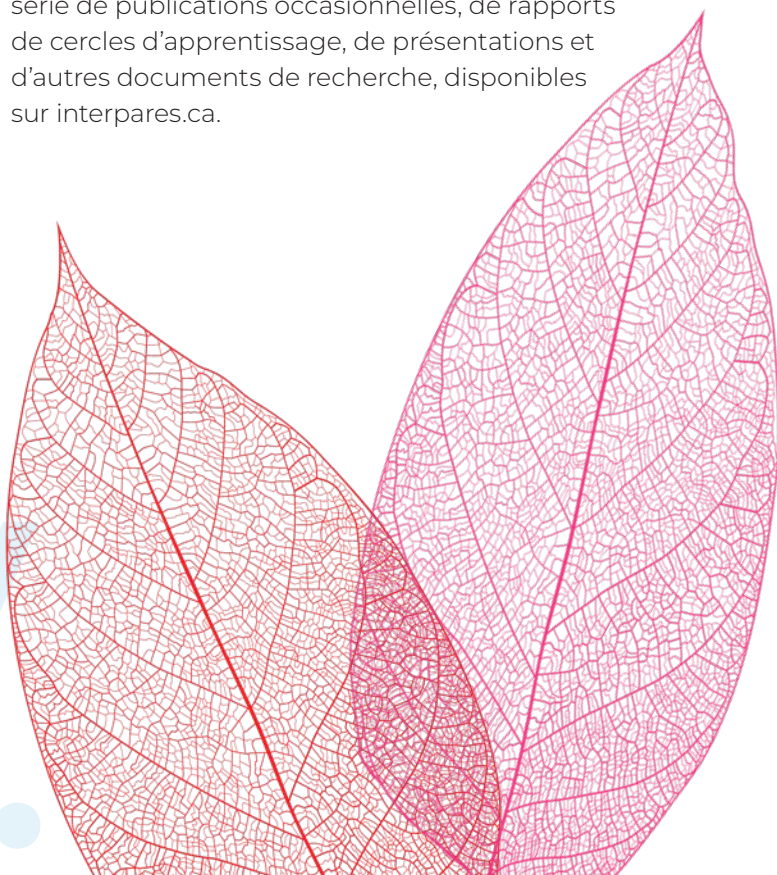
Inter Pares est féministe parce qu'elle accorde la priorité à la subjectivité et au pouvoir d'agir des femmes, parmi d'autres groupes marginalisés. L'attention portée au pouvoir d'agir, à la sensibilité et à la subjectivité des femmes guide

Inter Pares dans ses engagements et ses actions, quels que soient les enjeux, les objectifs ou les caractéristiques propres aux diverses communautés et organisations avec lesquelles elle travaille et partage une cause commune.

Pour être clair, Inter Pares n'est pas *née* féministe, ou avec une analyse et une pratique féministe et ne se décrivait pas ainsi à ses débuts. Mais il est certain que ces instincts étaient au fondement de sa création. Et parmi les pionnières et les pionniers d'Inter Pares—au sein du personnel et du conseil d'administration—figuraient des leaders dans le développement du féminisme comme axe **d'action sociale et politique** au Canada et à l'échelle internationale. Ce processus s'est renforcé au fur et à mesure qu'Inter Pares a fait cause commune avec des pionnières féministes du Sud mondialisé, pour collaborer et faire route ensemble.

Je veux **terminer en disant** qu'Inter Pares a pris depuis des années la décision consciente de consacrer du temps et des ressources à réfléchir à l'interne et à documenter son expérience et sa méthodologie—entre autres éléments, le caractère féministe de son travail. Le fruit de cet engagement se retrouve dans une série de publications occasionnelles, de rapports de cercles d'apprentissage, de présentations et d'autres documents de recherche, disponibles sur interpares.ca.

nous y
voilà...



Esperanza Moreno : coalition, communauté et engagement

Une relation
de trente ans
avec Inter Pares
a réaffirmé
l'importance de
la collaboration
et du travail en
coalition pour
Esperanza Moreno.

Le secteur de la coopération internationale au Canada considère Esperanza comme une force motrice. Tout au long de sa carrière, elle a été une alliée et un pilier pour la communauté, occupant plusieurs postes de leadership au plus haut niveau, notamment la direction générale adjointe du Conseil canadien pour la coopération internationale (maintenant Coopération Canada) pendant douze ans. À titre de consultante, elle a ensuite aidé plusieurs coalitions et organisations de la société civile pour les droits de la personne à élaborer leurs cadres stratégiques, notamment en Amérique latine. À travers ces différentes fonctions, elle s'est efforcée de créer des ponts entre les organisations, d'approfondir la collaboration et d'intégrer une approche féministe dans les pratiques institutionnelles. À la fois femme de réflexion et de principes, son leadership a contribué à façonner des organisations et renforcer les écosystèmes dans lesquels elles évoluent.

Esperanza a découvert Inter Pares alors qu'elle siégeait au conseil d'administration de Coopération Canada. Il n'est pas toujours facile d'unifier plus de cent organisations de la société civile canadienne, dont chacune arrive avec des attentes particulières quant au rôle de Coopération Canada—représenter le secteur, offrir un espace de dialogue ou être une plateforme qui réunit la société civile pour influencer les politiques. À titre de membre, Inter Pares s'est toujours efforcée d'utiliser le réseau pour consolider la voix collective du secteur :

« Quand on demandait à Inter Pares de parler au nom du secteur, elle ne pensait pas d'abord à son image, à la reconnaissance qu'elle pouvait en tirer. Elle parlait au nom du secteur, en exprimant ce qui nous unit. C'était l'une des rares organisations à qui l'on pouvait vraiment se fier pour ça. Et à la table du conseil, son travail était axé sur le renforcement de la coalition, l'union des efforts et l'avancement des politiques publiques. »



Photo : Maryn Devine

Esperanza a fini par rallier le conseil d'administration d'Inter Pares, dont elle a été **une membre estimée pendant neuf ans**. Inspirée par la méthodologie d'Inter Pares enracinée dans l'analyse féministe et le processus collectif, conformément à ses convictions, elle a toujours travaillé en solidarité avec les homologues, rejetant la charité et la colonialité inhérentes aux modèles de développement traditionnels. Au sein du conseil d'administration, elle a fait l'expérience directe de la forme distinctive de gouvernance par consensus d'Inter Pares. Toutes les décisions importantes se font collectivement, le personnel et le conseil d'administration œuvrant en tandem pour fixer les objectifs, allouer les ressources et gérer les opérations, sans hiérarchie. Cette approche de cogestion a pour but d'assurer que toutes les voix comptent et de créer une culture fondée sur la reddition de comptes, le partage des responsabilités et l'équité.



« L'un des aspects les plus importants du travail à Inter Pares est d'arriver à un consensus. Ça prend du temps, mais ça amène des décisions plus solides et plus réfléchies. Il faut parfois mettre de côté les particularités individuelles pour atteindre une entente collective, mais le résultat s'en trouve toujours meilleur. »

L'engagement envers le consensus reflète une conviction fondamentale d'Inter Pares : le pouvoir est partagé, chaque voix compte et l'égalité prônée à l'externe doit s'appliquer à l'interne.

Esperanza a également été touchée par la manière dont la collaboration d'Inter Pares façonne sa programmation, la création de coalitions étant au cœur du travail de l'organisation.

« Le travail en coalition fait partie de l'ADN d'Inter Pares. Nous prenons l'horizontalité très au sérieux—l'égalité des rapports avec les partenaires du Sud et les allié-e-s au Canada. Tout le monde a une voix, quelles que soient ses ressources. Le leadership est à la fois discret et puissant... nous renforçons les partenariats et les réseaux pour faire progresser l'action collective, plutôt que de chercher la reconnaissance pour nous-même. »

En **mettant en commun l'expertise, les connaissances et les ressources** de leurs réseaux, Inter Pares et ses homologues estiment qu'ils peuvent s'attaquer aux problèmes structurels plus efficacement qu'ils ne le pourraient en agissant seuls. Cela a été le cas, par exemple, du soutien apporté par Inter Pares aux campagnes menées pendant les conflits internes en Amérique latine, et cela se poursuit aujourd'hui



le pouvoir est partagé...

dans le cadre de nos actions en faveur de la santé sexuelle et reproductive, de la souveraineté alimentaire, de la reddition de compte des entreprises, des libertés civiles et les droits de la personne.

En tant que vice-présidente du conseil d'Inter Pares, Esperanza a offert une approche **du travail collectif** marquée par la participation, la réflexion et le soin du détail. Elle a le don de voir clairement la façon dont s'imbriquent les idées, les personnes et les processus. Pendant sa gouvernance, le conseil d'administration a su traverser les moments difficiles avec bienveillance et clarté. Esperanza qualifie cette période d'exigeante et gratifiante à la fois. Exigeante, parce qu'il faut un engagement profond pour accompagner la mission d'Inter Pares et la soutenir—pour mobiliser des ressources et défendre les droits de personnes aux prises avec l'injustice, en pleine crise humanitaire, alors que l'espace civique rétrécit

et que le populisme gagne du terrain. Mais gratifiante aussi, parce qu'Inter Pares accomplit un travail indispensable, dans l'intégrité.



« Nos homologues font un travail remarquable. Inter Pares a fait progresser des initiatives prometteuses : plaider pour une politique étrangère solide du Canada, soutenir les droits sexuels et reproductifs et défendre les droits des personnes 2SLGBTQI+. Je veux saluer la qualité et l'engagement du personnel et du conseil d'administration d'Inter Pares, un groupe de personnes aux expériences diverses qui font preuve d'engagement et de solidarité. »

• • •

Esperanza tire son inspiration de ces mots du philosophe français Edgar Morin : *« la connaissance est une navigation dans un océan d'incertitudes à travers des archipels de certitudes ».*

La connaissance se développe en naviguant dans l'incertitude, en faisant escale dans des îles où l'on trouve la compréhension. Esperanza étend cette métaphore au travail en coalition, **en y ajoutant sa propre touche :**

« La vie est un océan d'incertitudes. Nous naviguons dans cet océan en faisant parfois escale dans des îles ou des archipels de certitudes, où nous pouvons nous reposer et nous ressourcer... J'ai eu la chance d'en rencontrer plusieurs—Inter Pares en est une. J'y suis venue pour me nourrir, pour rencontrer des collègues remarquables et j'en suis repartie motivée, membre d'une communauté. Ce sont des organisations comme Inter Pares qui continuent de résister, c'est ce que nous faisons le mieux. »

• • •



action collective...

Plaider pour l'autonomie corporelle

Depuis 50 ans, la portée et l'ampleur du travail d'Inter Pares en matière d'autonomie corporelle—la liberté et le pouvoir de contrôler son corps—sont profondément ancrées dans les principes et la pratique féministes. Un engagement envers l'apprentissage et la collaboration, la confiance et la solidarité, la liberté et le pouvoir d'agir exprime qui nous sommes et l'importance de cette question pour nous.

Par notre travail de plaidoyer, de collecte de fonds, de sensibilisation du public et de création de coalitions, nous aspirons à ce que chaque personne, où qu'elle soit, ait accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR). Les enjeux abordés ont évolué et se sont élargis, mais notre base reste la même. Les principes et la pratique féministes ont marqué notre passé, comme ils marquent **notre présent** et marqueront **notre avenir**.

>>> RETOUR EN ARRIÈRE

Dès les débuts d'Inter Pares, nous avons soutenu Gonoshasthaya Kendra (GK)—*Le centre de santé populaire*—une organisation qui offrait depuis peu des soins de santé de qualité aux femmes et aux hommes appauvris de milieu rural au Bangladesh. Dans les années 1980, des organisations d'aide internationale et des sociétés pharmaceutiques finançaient des mesures de contrôle démographique coercitives et violentes largement dirigées vers les femmes du pays, par l'entremise de programmes réalisés par le gouvernement bangladais. GK **a contesté la logique et l'humanité de ces programmes** avec le soutien d'Inter Pares—une position non orthodoxe à l'époque, fondée sur une profonde connaissance du contexte local. GK a aussi contesté la législation du pays en santé, plaidant avec succès pour une politique nationale des médicaments génériques afin de faciliter l'accès des personnes pauvres aux médicaments essentiels.

À l'époque, Inter Pares travaillait au Canada avec des groupes de femmes et des groupes en santé en vue de l'adoption de politiques sur la sécurité des contraceptifs et des médicaments génériques au Canada. Avec la collaboration de GK et de groupes de femmes du Bangladesh et du Canada, cette expérience a mené à la cocréation de la pièce de théâtre *Side Effects* (effets secondaires) qui contestait la médicalisation de la santé des femmes. Pendant sa tournée pancanadienne, *Side Effects* **a suscité de riches discussions** entre le public et des activistes pour la santé et les droits des femmes. Ces connexions ont donné naissance au Réseau canadien pour la santé des femmes, carrefour féministe de recherche-action en santé.



« Quel que soit l'endroit, Inter Pares plaçait l'oppression et l'exploitation des femmes au cœur de son analyse et de son activisme. Nous avons créé des connexions Nord-Sud entre des groupes de femmes et d'autres organisations grâce à des programmes de solidarité fondés sur la communauté d'intérêts en vue de stimuler l'apprentissage et le soutien mutuels. Plusieurs de ces programmes ont exercé une influence profonde sur la vie des gens, les lois et l'éducation du public. »

Karen Seabrooke, ex-membre de l'équipe d'Inter Pares

Notre lutte contre l'oppression des femmes a pris de l'ampleur dans les années 1990. En Birmanie, des milliers de personnes subissaient la brutalité et la violence de la junte, à l'origine de vagues de déplacements fondés sur la race. Il était extrêmement difficile pour les femmes d'obtenir des services de santé sexuelle et reproductive. Inter Pares a soutenu le travail de leaders birman-ne-s en vue de former des équipes de santé locales dignes de confiance dans les régions touchées afin de répondre aux besoins des femmes. **Nous avons été la première organisation canadienne** à obtenir des fonds substantiels pour appuyer la formation de centaines de personnes autochtones afin de faciliter les accouchements et former des équipes médicales mobiles qui ont aidé à contenir la vague de mortalité maternelle dans les zones de conflit en Birmanie.

>>> OÙ NOUS EN SOMMES, AUJOURD'HUI

L'activisme d'Inter Pares pour l'autonomie corporelle et la SDSR se poursuit aujourd'hui dans une collaboration à long terme avec des homologues de partout dans le monde. C'est un travail diversifié et efficace, réalisé par des mouvements féministes nationaux. Au Salvador, La Colectiva Feminista para el desarrollo local se réjouit du succès de sa lutte pour la reconnaissance juridique du droit à l'avortement à la Cour interaméricaine par l'entremise de « l'affaire Beatriz ».

Aux Philippines, le Centre Likhaan pour la santé des femmes joue un rôle central dans le plaidoyer pour le droit des jeunes à une éducation complète à la sexualité (ÉCS) devant la puissante opposition fondamentaliste. En Amérique latine, Colombia Diversa contribue avec audace à l'évolution des mentalités et des politiques pour surmonter la stigmatisation et la discrimination vécues par les personnes LGBTQ+ et promouvoir leurs droits, non seulement en Colombie mais dans toute la région. À la frontière birmano-thaïlandaise, la Clinique Mae Tao offre un programme holistique d'accouchement sécuritaire qui résiste aux bouleversements politiques depuis des décennies, sans lequel les Birmanes auraient été privées totalement—ou presque—d'accompagnement qualifié à la grossesse ou l'accouchement et de soins pré et postnataux.

« C'est de la magie que la rencontre fortuite de mon défunt collègue Peter Gillespie avec une jeune médecin, la docteure Cynthia Maung, à la frontière birmano-thaïlandaise ait fait germer à une relation institutionnelle de plusieurs décennies, qui a permis d'amplifier et d'élargir petit à petit le travail de la Clinique Mae Tao. C'est typique de la façon de travailler d'Inter Pares. »

Samantha McGavin, directrice générale d'Inter Pares et gestionnaire de programme



Le Dr Cynthia Maung, fondatrice de la clinique Mae Tao, avec Peter Gillespie, membre de longue date du personnel d'Inter Pares, dans les années 1990. Photo : Inter Pares



Sharaban Tohura, Wendy Barrera Rivas et Estephanie Brigatay ont parcouru l'est du Canada en 2024 pour présenter à divers publics leur travail de promotion des droits sexuels et reproductifs au Bangladesh, aux Philippines et au Salvador.
Photo : Rita Morbia / Inter Pares



Au fil de notre histoire, les thèmes abordés en matière de SDR ont évolué et se sont élargis : accès à la contraception et à l'avortement en toute sécurité, adoption de politiques féministes en santé, lutte contre la stérilisation forcée ou contrainte et médicalisation de la santé des femmes, financement de la SDR, et soutien d'organisations féministes locales en SDR. Fidèles à l'activisme et l'analyse politique des débuts d'Inter Pares, nous traçons **de solides parallèles** entre la pratique passée et ce que nous continuons de faire, à partir de l'éthos selon lequel les femmes et les personnes marginalisées doivent détenir le droit et le pouvoir de contrôler leur corps.

Le travail que nous poursuivons maintenant sur la stérilisation forcée est aussi axé sur les survivantes péruviennes des politiques instaurées par la dictature de Fujimori. Avec l'appui de notre homologue du Pérou, SISAY, elles ont trouvé une solidarité dans les liens tissés il y a quelques années avec des activistes autochtones du Canada qui posent des questions sur l'histoire honteuse de notre pays en matière de stérilisation forcée.

Inter Pares s'est aussi concentrée davantage sur l'accompagnement d'organisations LGBTQI+, au Soudan avec SAGIA (Sudanese Agency for Gender Inclusion and Advocacy), en Colombie avec Fondo Lunaria et Colombia Diversa, au Pérou avec DEMUS et au Guatemala avec Asociación Lambda. Ici au pays, nous sommes membres de la Coalition canadienne de la santé et plaidons

toujours pour un programme national d'assurance-médicaments, avec accès gratuit aux contraceptifs et à d'autres médicaments.

Avec notre appui, nos homologues à l'international ont renforcé leurs programmes sur la santé sexuelle des adolescent-e-s—au Bangladesh avec Nijera Kori et au Salvador avec La Colectiva—même si le contexte sociopolitique dans lequel s'inscrit leur travail est souvent dangereux et risqué sur le plan politique quand il se heurte aux forces de la droite et de l'intégrisme.

>>> COMMENT NOUS RÉALISONS CE TRAVAIL

Même si les injustices auxquelles nous nous attaquons évoluent et se modifient, notre façon de travailler reste la même. Il y a une cohérence dans les méthodes et les outils déployés par Inter Pares pour atteindre ses objectifs de SDR. Il s'agit **d'un processus féministe**.

Dans les années 1980, notre plaidoyer politique au pays avait pour but de stopper le financement de programmes de stérilisation forcée et contrainte appuyés par le Canada par l'entremise de la Banque mondiale¹. Aujourd'hui, l'un de nos objectifs en matière de plaidoyer politique est d'assurer qu'Affaires mondiales Canada accorde la priorité à quatre secteurs négligés de la SDR : avortement sécuritaire, santé des adolescent-e-s, dont l'ÉCS, contraception et plaidoyer.

¹ Ça fonctionne ? Analyse et pratique féministes à Inter Pares. Inter Pares, 2011. p 36.

Dans les années 1990, nous avons obtenu des fonds du gouvernement canadien pour soutenir l'expansion du travail de Likhaan en SDSR—organisation communautaire, services cliniques et plaidoyer auprès du gouvernement. Dans les décennies qui ont suivi, nous avons recherché et obtenu des fonds pour appuyer le travail de Likhaan. Au début 2025, nous avons signé une autre entente avec le gouvernement du Canada, par laquelle il s'engageait à verser des fonds à Likhaan pendant 7 ans, avec l'ajout de fonds consacrés à la SDSR comme nouvelle thématique.

Notre projet féministe d'engagement du public dans les années 1980, la pièce *Side Effects*, trouve son parallèle dans l'exposition photo de 2024 *filles, mères, grands-mères et autres hors-la-loi sexuels* qui aura été présentée à sa conclusion dans au moins huit villes canadiennes, dont Victoria, Whitehorse, Winnipeg, Ottawa, Toronto, Gatineau, Kitchener-Waterloo et Fredericton.



Liées à une profonde stigmatisation, les questions relatives à la SDSR sont souvent instrumentalisées pour renforcer des idéologies politiques autocratiques et régressives. Tout au long de son histoire, Inter Pares a utilisé une importante tactique pour bâtir la solidarité féministe tout en stimulant le partage du savoir : les **échanges d'apprentissage**. Nathalia Santos Ocasio s'est jointe récemment à Inter Pares en tant que gestionnaire pour le programme Amérique latine. Avec des homologues du Bangladesh, des Philippines et du Salvador, elle a participé à une tournée d'engagement du public dans les Maritimes canadiennes à la fin 2024. Elle souligne ici la valeur durable des échanges du savoir entre le Nord et le Sud en tant que praxie clé de la réciprocité qui nous aidera à poursuivre le travail de SDSR à l'avenir. « Alors que le contexte politique actuel exacerbe les menaces aux droits reproductifs et à l'autonomie corporelle, le dialogue intergéographique avec des homologues nous aide à développer des stratégies solides pour contester les normes sociétales et les injustices structurelles qui exposent les personnes queers et les femmes marginalisées aux injustices, à la violence et à la mort prématurée au Canada et ailleurs dans le monde. »

>>> LA SUITE DES CHOSES

Avec l'énergie et le dynamisme qu'apporte chaque nouvelle génération à Inter Pares, nous misons résolument sur notre héritage de 50 ans d'activisme pour l'autonomie corporelle. Nous allons apprendre du passé, aspirer à répondre au moment présent et tenter avec audace de participer à la création d'un avenir inclusif. De concert avec nos courageux homologues, notre base partisane engagée et nos allié-e-s de longue date, nous trouverons encore des moyens de soutenir les personnes et les mouvements à l'avant-garde de la lutte pour l'autonomie corporelle—**comme nous l'avons toujours fait.**

Photo : Inter Pares

La participation actuelle d'Inter Pares **au travail de coalition** avec l'Initiative de planification de l'avenir (IPA) a pris racine dans les débuts du travail de coalition d'Inter Pares afin d'assurer que son propre gouvernement se dote de politiques féministes en matière de SDSR. L'IPA a joué un rôle crucial dans l'engagement pris par le gouvernement du Canada en 2019 de consacrer chaque année pendant 10 ans 1,4 milliard \$ à la santé des femmes et des enfants, dont la moitié est réservée à la SDSR.

« Le travail de coalition fait partie de l'ADN d'Inter Pares—c'est un puissant moyen d'unir et d'amplifier des voix apparemment disparates pour atteindre des objectifs féministes. »

Rita Morbia, gestionnaire de programme à Inter Pares et membre de l'IPA



Dr Sylvia « Guy » Estrada Claudio : construire un mouvement féministe pour la santé

La Dre Sylvia Estrada Claudio —mieux connue sous le nom de Guy—préside le conseil d'administration du Centre Likhaan pour la santé des femmes aux Philippines.

Inter Pares travaille en solidarité avec Likhaan depuis sa création en 1995. Cependant, Guy connaissait Inter Pares bien avant cela, lorsque les Philippines étaient encore sous le contrôle de la dictature de Marcos. À l'époque, Inter Pares appuyait des groupes de défense des droits de la personne qui résistaient au régime, dont plusieurs travaillaient dans la clandestinité. Guy s'en souvient :

« Le soutien international a joué un rôle crucial pour vaincre la dictature à l'heure la plus sombre de notre histoire. Et je sais cela d'Inter Pares : elle offre son aide aux moments de grande vulnérabilité, mais elle reste, encore et encore et toujours... »

Et nous sommes certainement restés aux côtés des Dres Guy et Junice Melgar au moment où elles ont fondé Likhaan, avec d'autres femmes déçues de l'aveuglement du mouvement révolutionnaire émergent en matière de santé à l'égard des questions de genre. Dans un pays que Guy décrit comme « profondément catholique », la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) sont un sujet tabou. Lorsque même la gauche radicale néglige les SDSR, elle marginalise les femmes les plus défavorisées qu'elle prétend défendre. La création de Likhaan a donné naissance à un mouvement alternatif pour la santé, dirigé par des femmes, qui continue à démystifier les SDSR et à lutter pour un système de santé véritablement inclusif.



Dans les trente dernières années, Likhaan est **passée de deux à dix cliniques**. Ces cliniques couvrent de vastes secteurs des quartiers les plus pauvres de la métropole de Manille, des provinces urbaines voisines et des zones isolées du Samar oriental, encore éprouvées par les ravages du typhon Haiyan en 2013. On y aborde des préoccupations clés en santé, négligées en raison des inégalités structurelles et des obstacles culturels : mortalité maternelle, grossesses non planifiées et infections transmises sexuellement.

Fidèle à ses racines révolutionnaires, Likhaan s'efforce de remettre en question le modèle dominant dans lequel les professionnel-le-s de la santé fournissent des services de manière transactionnelle, ce qui finit par reproduire les inégalités de pouvoir et les oppressions.

« Nous savons que les longues files d'attente, le personnel désagréable et les médecins riches qui méprisent les pauvres peuvent vous fournir des services de santé, mais cela ne donne à personne le pouvoir d'agir. »



Au contraire, Likhaan est véritablement solidaire des communautés qu'elle sert, en veillant à ce que les membres de la communauté participent, se mobilisent et s'approprient leur expérience en matière de soins de santé. Elle forme les membres de la communauté—agentes et agents de santé et de mobilisation, surtout des femmes—qui diffusent l'information dans leurs quartiers. Au-delà de la prestation de services, les cliniques sont des espaces où les communautés se réunissent, apprennent et s'organisent politiquement, **donnant aux gens les outils nécessaires** pour faire entendre leur voix et défendre leurs intérêts. Likhaan porte ces préoccupations à l'attention des décideurs et plaide en faveur d'un système de santé financé par des fonds publics qui réponde de manière appropriée aux besoins des femmes et des personnes marginalisées.

Bien que les circonstances qui ont conduit à la création de Likhaan aient changé, le contexte qui restreint la santé et les droits sexuels et reproductifs aux Philippines persiste. La prétendue *guerre aux drogues* de l'ex-président Rodrigo Duterte a récemment

entraîné le meurtre cautionné par l'État de dizaines de milliers de prétendus trafiquants et consommateurs de drogue. Ciblant les pauvres de façon disproportionnée, cette campagne leur a littéralement fait la guerre, y compris dans les zones où travaille Likhaan.

Alors que Duterte est détenu à La Haye pour des accusations de crimes contre l'humanité, les communautés en subissent encore le contrecoup, avec des effets uniques et persistants sur les femmes. Non seulement les femmes ont été confrontées à une recrudescence de la violence sexiste et de la criminalisation pendant la « guerre contre la drogue », mais elles portent désormais le fardeau émotionnel et économique laissé dans son sillage. Guy est douloureusement consciente de l'angle mort de la dimension du genre dans le système judiciaire.

« Je n'ai encore jamais rencontré de criminel contre l'humanité qui ne soit pas également très sexiste. J'aimerais qu'il y ait une section à La Haye pour les crimes contre les femmes, car notre président était également horrible [avec les femmes]. »



La violence d'État et son impact distinct sur la vie des femmes aux Philippines est ce que Guy qualifie de *jeu de la taupe* du patriarcat : dès que l'on vient à bout d'une de ses manifestations, il en surgit une autre sous une forme différente, dans un cycle apparemment sans fin. C'est le contexte dans lequel Likhaan poursuit son travail.

Depuis 1995, Likhaan rassemble des générations de femmes—baby-boomers, milléniales, génération Z et maintenant génération Alpha—pour lutter contre le patriarcat. Ensemble, elles continuent de *cogner sur la taupe*, pour lui infliger un jour le coup fatal. Guy—mère *boomer* autoproclamée—soutient que ce **travail multigénérationnel** est un élément central de l'organisation, qui l'aide à intégrer les préoccupations émergentes tout en préservant la mémoire et la sagesse historiques. Ce dialogue réciproque est un processus d'apprentissage pour toutes les personnes concernées.

« Notre première génération de mères boomers organisait déjà ses enfants à l'adolescence et c'est ainsi que les questions relatives à la communauté LGBTQ sont arrivées à Likhaan... [Par ailleurs,] nous continuons de rappeler à nos jeunes que l'identité compte, mais qu'il ne faut pas oublier la classe. »

Des décennies plus tard, Inter Pares et Likhaan poursuivent leur travail de *coconspiration*. Évoquant ce voyage collectif, Guy se souvient du regretté Peter Gillespie, de Karen Seabrooke, Rita Morbia, David Bruer et d'autres membres anciens et actuels de l'équipe d'Inter Pares avec lesquels elle a collaboré au fil des ans. Elle nous dit que les 50 ans d'Inter Pares **marquent des retrouvailles** : elle a participé à nos célébrations du 30^e anniversaire et à plusieurs autres échanges d'apprentissage et visites au Canada. Finalement, ce n'est pas seulement Inter Pares qui est restée, encore et encore et toujours.

ils restent
encore
et encore...

Travailler en **solidarité** pour la **souveraineté alimentaire**

Depuis 50 ans, l'alimentation est au cœur du travail d'Inter Pares avec ses homologues. C'est un besoin fondamental de se nourrir, mais la faim existe encore. Et elle provient surtout de causes socioéconomiques et politiques. La justice sociale peut s'y attaquer.

Si le vocabulaire a changé au fil des ans—agriculture écologique, sécurité alimentaire, justice alimentaire, souveraineté alimentaire et agroécologie—nos valeurs sont restées les mêmes. Nous sommes solidaires des personnes qui cultivent nos aliments. Nous croyons que **la diversité**—culturelle, biologique—**enrichit les systèmes alimentaires**.

Nous honorons le savoir ancestral des femmes de milieu rural et des collectivités paysannes. Nous nous opposons au pouvoir de l'industrie qui veut contrôler les semences, les terres et les marchés. Et nous travaillons au Canada et partout dans le monde aux côtés de mouvements qui résistent à l'exploitation et créent des systèmes alimentaires et des politiques au service du bien commun plutôt que de la cupidité de l'industrie.

>>> RETOUR EN ARRIÈRE

LES ANNÉES 1970 : LE DÉBUT D'UN MOUVEMENT POUR L'ALIMENTATION

En 1977, Inter Pares s'est jointe à des allié-e-s pour lancer la Commission populaire sur l'alimentation. La Commission a parcouru le Canada pour poser des questions pressantes à des milliers de membres des communautés. Pourquoi les fermes familiales sont-elles en train de disparaître ? Et pourquoi les pays exportent-ils des aliments quand ils ne peuvent pas nourrir leur propre population ? Pourquoi faut-il autant de produits chimiques dans ce que nous mangeons ?

« La Commission a donné une voix aux citoyen-ne-s ordinaires pour articuler le dialogue national sur l'alimentation. Elle a montré que l'alimentation est politique et que les communautés peuvent s'organiser pour changer le système. »

Feue Cathleen Kneen, une pionnière de la Commission



Le résultat ? *The Land of Milk and Money*, un rapport historique sur la façon dont l'industrie contrôle de plus en plus notre alimentation et influe sur les politiques publiques au profit des grandes sociétés, contre les fermes familiales et le commerce local. Le processus s'est révélé aussi vital que le rapport : il a tissé des liens entre collectivités rurales et urbaines, personnes qui produisent et personnes qui mangent, communautés autochtones et non autochtones. Il a développé un regard critique et politisé l'alimentation pour toute une génération. Un mouvement pour l'alimentation était né.

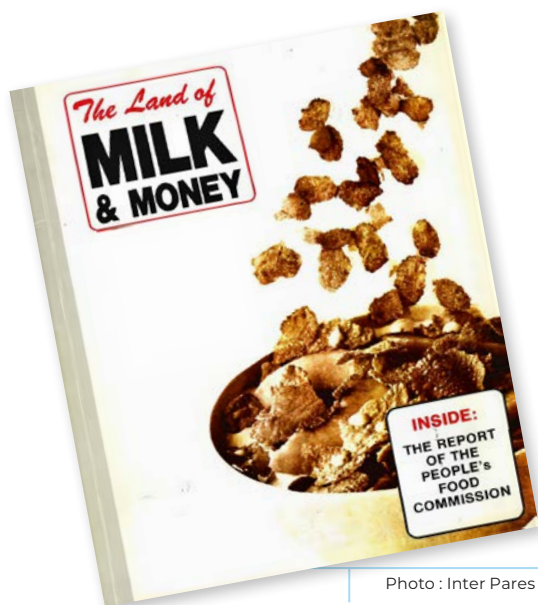


Photo : Inter Pares

À cette époque, Inter Pares a publié un livre qui allait profondément marquer son travail : *Les semences de la terre : une richesse publique ou privée ?*, de l'activiste Pat Mooney. Il était l'un des premiers à lancer l'alerte sur la mainmise de l'industrie sur les semences mondiales et le déclin rapide de la diversité génétique dans les cultures alimentaires en raison de l'expansion des monocultures à forte intensité chimique. L'ouvrage a contribué à stimuler l'organisation internationale et jeté les bases de groupes tels que l'organisation Groupe ETC (Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration) ensuite devenue RAFI (Rural Advancement Foundation International) et GRAIN—avec qui nous collaborons encore aujourd'hui.

LES ANNÉES 1980 : ÉTABLIR DES LIENS INTERNATIONAUX

Inter Pares a commencé à soutenir ACORD dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest au début des années 1980. L'organisation s'est développée jusqu'à œuvrer dans 17 pays africains, appuyant le développement agricole, l'organisation paysanne, les droits des femmes et la création d'associations. En Inde, Inter Pares a commencé à travailler avec ASSEFA au renforcement des coopératives et associations paysannes. Ces organisations ont également aidé des milliers de personnes sans terre à **obtenir des terres, de la formation et des outils agricoles.**

Nous avons aussi travaillé à la défense des fermes familiales aux côtés de l'Union Nationale des Fermiers au Canada.

LES ANNÉES 1990 : SOUTENIR LES SOLUTIONS ALTERNATIVES

Dans les années 1990, Inter Pares a critiqué ouvertement l'aide alimentaire classique, plaidant pour une aide alimentaire non liée aux pays donateurs afin de ne pas accroître la dépendance à l'endroit des aliments importés de ne pas nuire aux économies et moyens de subsistance agricoles locaux. La critique se fondait sur notre pratique : au Mali, en collaboration avec ACORD, nous avons assuré l'approvisionnement alimentaire de populations déplacées avec des aliments produits par des collectivités dogons en situation de sécurité alimentaire. Et à la frontière birmano-thaïlandaise, nous avons financé l'achat de riz et de légumes produits localement pour les populations réfugiées.

En collaboration avec le Groupe ETC (devenu RAFI), Inter Pares a publié des livrets pratiques sur la conservation des semences communautaires, qui ont été largement diffusés et ont soutenu le travail politique visant à protéger la biodiversité agricole. L'un des arguments clés était que les agriculteur-rice-s conservent les semences et devraient être **les gardien-ne-s de ce patrimoine commun.** Inter Pares a poursuivi ce travail en soutenant leurs systèmes semenciers et le développement de banques de semences communautaires. Avec le soutien



Membres d'un échange international de femmes rurales à Telangana, en Inde (2014). De gauche à droite: Maude-Hélène Desroches (QC), Aline Zongo (Burkina Faso), agriculteur et collaborateur de la Deccan Development Society, Fatou Diouf (Sénégal) et Tiné N'doye. Crédit : Eric Chaurrette/ Inter Pares

de l'Agence canadienne de développement international (aujourd'hui Affaires mondiales Canada) et de donateurs et donatrices à l'international, nous avons ensuite pu aider à mobiliser davantage de fonds et à approfondir notre soutien aux communautés agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Inter Pares a aussi commencé à travailler avec des organisations de pointe en agriculture durable afin d'accroître **la sécurité alimentaire en Asie du Sud**. Au Bangladesh, nous avons travaillé avec des organisations locales afin de promouvoir les pratiques agricoles écologiques qui améliorent la santé des sols et réduisent le recours aux engrais chimiques et aux pesticides, en plus de restaurer la biodiversité. En Inde, nous avons amorcé une collaboration à long terme avec la Deccan Development Society (DDS), un mouvement mené par les femmes, formé surtout d'agricultrices de la caste des Dalits qui ont récupéré des terres et ont créé des systèmes alimentaires communautaires résilients et autonomes, fondés sur un vaste éventail de variétés locales de cultures.

LES ANNÉES 2000 : RÉSISTER AU CONTRÔLE DES ENTREPRISES

Alors que les cultures génétiquement modifiées se répandaient au début des années 2000, Inter Pares s'est jointe à des alliés pour résister

à la promotion des organismes génétiquement modifiés (OGM) par des gouvernements du Nord—dont les É.-U. et le Canada. Nous avons coorganisé des dialogues sur les politiques pour amplifier la voix des agriculteurs et des agricultrices, des leaders autochtones et des scientifiques qui mettaient en garde contre les risques posés par les OGM pour la biodiversité et les moyens de subsistance paysans. Le message était clair : les OGM et les droits de propriété intellectuelle qui y sont liés menacent directement les moyens de subsistance paysans, la conservation des semences et la biodiversité.

Quand le Canada a tenté de lever le moratoire mondial sur la technologie des semences Terminator—qui rendait les semences stériles après une première récolte—nous avons appuyé le lancement de la campagne internationale pour interdire Terminator. Le moratoire a été non seulement préservé, mais renforcé, **une victoire majeure à l'échelle mondiale** pour la société civile et le monde paysan. La campagne a révélé l'influence exercée par les sociétés multinationales de l'agrochimie sur le gouvernement canadien. Dans cet esprit, Inter Pares a contribué à la mise en commun des ressources des activistes contre les OGM en 2006, ce qui a mené à la création du Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB). Le Réseau continue de contester la mainmise de l'industrie

sur l'alimentation et l'agriculture, de concert avec son organisation sœur au Québec (membre du RCAB), Vigilance OGM, un autre homologue d'Inter Pares.

En 2007, Inter Pares s'est jointe à Nyéléni, un forum sur la souveraineté alimentaire tenue au Mali. Organisé par La Via Campesina et ses allié-e-s, le forum international définissait la souveraineté alimentaire comme « *le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles* » (source : Déclaration de Nyéléni). La souveraineté alimentaire appelle à se réapproprier les systèmes alimentaires afin que les pays, les communautés et les familles puissent faire des choix alimentaires sans que ceux-ci soient dictés par les marchés ou les entreprises.

L'expérience s'est révélée transformatrice, pour affirmer clairement que la sécurité alimentaire ne peut s'attaquer à elle seule aux causes profondes de la faim. Inspirée par Nyéléni et misant sur l'héritage de la Commission populaire sur l'alimentation, Inter Pares et des allié-e-s ont lancé le projet **Pour une politique alimentaire populaire** au Canada. La prémisse : plutôt que de réagir à une mauvaise politique, ou à l'absence de politique, les citoyennes et les citoyens allaient élaborer leur propre politique de souveraineté alimentaire. De 2008 à 2011, plus de 3500 personnes ont présenté leur vision d'un système alimentaire ancré dans la justice, la durabilité et le savoir autochtone. Le processus a culminé avec *Du pain sur la planche : une politique alimentaire populaire pour le Canada*, qui a marqué le travail de plaidoyer du Réseau pour une alimentation durable (RAD) et contribué directement à l'adoption par le gouvernement fédéral d'une Politique alimentaire pour le Canada en 2019 et, plus récemment, d'un Programme national d'alimentation scolaire.

LES ANNÉES 2010 : CONNECTER LES AGRICULTRICES ET LES AGRICULTEURS AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Misant sur des liens développés depuis des décennies, Inter Pares a coordonné une série d'échanges entre agricultrices d'Afrique de l'Ouest, de l'Inde et du Canada. Elles **ont appris directement les unes des autres**, partageant leurs luttes et leurs innovations—de l'agroécologie fondée sur le millet en Inde aux impacts dévastateurs du coton génétiquement modifié au Burkina Faso. Ces échanges ont stimulé la recherche critique menée par les agricultrices et permis à Inter Pares d'obtenir des fonds d'Affaires mondiales Canada (AMC) en vue d'approfondir et d'élargir le travail avec nos homologues en appui au travail en agroécologie mené par les femmes en Afrique de l'Ouest.

À la même époque, Inter Pares travaillait avec COPAGEN et l'Université de Montréal à une recherche sur les acquisitions de terres à grande échelle en Afrique de l'Ouest. Dans la foulée de la crise financière de 2008, des investisseurs ont acheté des terres en Afrique de l'Ouest à titre d'investissement sûr, souvent en secret et sans le consentement des collectivités. Avec l'appui du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), nous avons étudié cet accaparement des terres en Guinée-Bissau, au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire pour en cerner les facteurs et renforcer la résistance afin que les terres restent aux mains des communautés.

>>> OÙ EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?

Aujourd'hui, Inter Pares continue de travailler main dans la main avec les mouvements paysans, les femmes de milieu rural et les organisations communautaires au Canada et ailleurs pour défendre le contrôle des terres, des semences, de l'eau et de l'alimentation.

de la nourriture pour
une génération...

Au Canada, Inter Pares participe activement à plusieurs coalitions. À titre de **membre fondateur du RAD**, nous offrons du soutien institutionnel et des fonds, en plus de participer à des projets clés tels que Je mange donc je vote. En vue d'influer sur la façon dont se déploie l'aide internationale au développement, Inter Pares apporte son analyste féministe au Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire afin d'appuyer les approches agricoles qui favorisent l'autonomie (en lien avec les terres, les semences, le savoir et les marchés). De concert avec le RCAB, nous continuons aussi à contester l'influence de l'industrie sur les biotechnologies.

Sur la scène internationale, nous continuons d'appuyer des organisations comme la DDS en Inde et plus d'une douzaine d'autres en Amérique latine, en Asie et en Afrique afin de bâtir des systèmes alimentaires locaux résilients et promouvoir la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. Dans les dernières années, nous avons réussi à obtenir plus de 20 millions \$ d'AMC pour approfondir le travail de nos homologues en Afrique de l'Ouest, inspiré par des décennies d'échanges d'apprentissage paysans et enraciné dans la pratique féministe, le savoir local et la solidarité.



Colleen Ross et Mamadou Goïta au forum Nyéléni sur la souveraineté alimentaire, tenu en 2007 au Mali, où Inter Pares s'est jointe aux mouvements mondiaux qui façonnent la vision de la souveraineté alimentaire. Photo : Eric Chaurette / Inter Pares

>>> COMMENT NOUS TRAVAILLONS ?

Notre travail est enraciné dans des liens à long terme fondés sur la confiance et la solidarité avec des organisations féministes, des mouvements paysans et des femmes de milieu rural. C'est leur expertise qui nous guide. Nous accompagnons la recherche menée par les agricultrices et les agriculteurs, la formation en agroécologie et le travail d'évaluation de la sécurité des semences et nous faisons entendre la voix des femmes de milieu rural dans les cercles de décision. Les échanges d'apprentissage paysans restent l'un de nos outils les plus puissants pour bâtir la solidarité, favoriser la création de liens de confiance et stimuler de nouveaux projets. Nous travaillons en coalition **pour amplifier le pouvoir collectif**. Avec nos allié-e-s, nous participons à des campagnes qui lancent l'alerte sur des menaces pressantes à la souveraineté alimentaire. Et nous collectons des fonds auprès du public canadien afin de garantir la poursuite et le développement de ce travail au cours des 50 prochaines années.

>>> POURSUIVRE NOTRE ACTION

La lutte pour la souveraineté alimentaire est loin d'être terminée. La concentration de l'industrie dans l'alimentation et l'agriculture s'intensifie et les changements climatiques exercent une pression énorme sur les écosystèmes et les communautés. Malgré tout, le savoir, la résilience et la créativité du milieu paysan, notamment des agricultrices, sont porteurs d'espoir et nous montrent la voie à suivre.

Pour l'avenir, Inter Pares a la ferme intention de poursuivre son travail côte à côte avec des homologues qui réinventent et rebâtissent des systèmes alimentaires capables de nourrir à la fois les personnes et la planète. Ensemble, nous poursuivrons **la lutte pour la souveraineté alimentaire**—comme nous le faisons depuis 50 ans.



Mariamé Ouattara : la place centrale **des femmes** dans la justice alimentaire

Mariamé Ouattara
est une militante
féministe burkinabè.



« Ce sont [les femmes] qui portent le flambeau pour que l'égalité soit effective dans notre pays. »



Son pays figure sur la liste des « pays les moins avancés » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et reçoit une aide internationale importante, s'élevant à près de 1,4 milliard de dollars en 2022.

Depuis plus de trente ans, Mariamé œuvre en faveur de l'égalité de genre et les droits des agricultrices au Burkina Faso et dans le reste de l'Afrique de l'Ouest. Pendant ce temps, elle a rencontré de nombreuses organisations non gouvernementales internationales et a été témoin des dynamiques coloniales et du paternalisme qui se perpétuent au nom du développement et de l'aide. Mariamé l'explique ainsi :

« Ce que je retiens de ces 30 ans, c'est que ces projets étaient financés de façon directive. C'est-à-dire, nous étions des bénéficiaires et c'était de l'aide qu'on nous apportait... On donne, mais on ne cherche pas à comprendre, [comme si] on n'avait rien à dire. »



Rien ne pourrait être plus éloigné de la réalité. Mariamé a beaucoup à dire—et elle utilise sa voix pour amplifier celle des femmes qui, comme elle, souhaitent contribuer autrement au développement en Afrique de l'Ouest.



Photo : Inter Pares

Mariamé nous confie que l'expérience avec Inter Pares est différente, lui montrant qu'il existe d'autres façons de faire le développement, voire la solidarité internationale. Sa relation avec Inter Pares remonte à 2006, lors d'une assemblée régionale à Khartoum à laquelle une petite délégation de l'équipe d'Inter Pares participait. Au fil d'échanges d'information, elle est tombée sur un prospectus d'Inter Pares qui l'a interpellée : **« Voilà une organisation avec laquelle j'aimerais travailler »** s'est-elle dit en l'examinant.

Depuis, Inter Pares et Mariamé collaborent dans le cadre du partenariat avec la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN), un réseau ouest-africain œuvrant en faveur de la biodiversité. Aujourd'hui active dans neuf pays, la COPAGEN regroupe environ deux cents collectivités qui protègent leur patrimoine de semences contre le brevetage du vivant et les organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'agriculture et l'alimentation.

Réunir autant de groupes **pour relever de tels défis est déjà en soit un défi.** Or, le pouvoir de rassemblement de Mariamé,

qui a joué un rôle clé dans la fondation de la coalition, est vivement reconnu par ses collègues, qui l'appellent affectueusement « Maman COPAGEN ». Alors que notre relation avec Mariamé a évolué au fil des années, sa capacité à faire dialoguer des perspectives plurielles reste sa marque distinctive. Cette aptitude est d'autant plus cruciale dans son rôle d'experte en genre dans un contexte souvent hostile à cet enjeu.

Dans le cadre de l'agriculture communautaire et de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest, le rôle des femmes est fondamental : elles représentent d'ailleurs la majorité de la main-d'œuvre dans les cultures familiales, qui constituent souvent une extension de leurs tâches ménagères. Pour promouvoir les pratiques agricoles durables, les communautés doivent donc s'engager en faveur d'une organisation du travail plus équitable, garantir le droit des femmes à la terre et valoriser les connaissances dont elles sont les gardiennes.

Mais cela ne va pas de soi dans des pays comme le Burkina Faso, où le patriarcat reste le principe de socialisation qui prévaut dans ses quelque 60 ethnies,

ancrant la suprématie de l'homme sur la femme. Mariamé le souligne ainsi :



« Quand on parle de patriarcat, ça veut dire qu'il y a des normes, des valeurs, des interdits, des croyances qui maintiennent la domination de la femme par l'homme... »



C'est contre ce système oppressif que Mariamé et les agricultrices avec qui elle travaille doivent se battre pour se libérer. Mais, « comment se battre quand toute la société est organisée de cette façon ? » nous lança-t-elle.

Plutôt que de simplement reproduire les stratégies occidentales pour déconstruire le système patriarcal et promouvoir la participation et le leadership des femmes, il faut partir des **expériences de femmes** comme Mariamé, qui ont subi l'oppression et la discrimination de genre au Burkina Faso. Cependant, le développement international ne prend traditionnellement pas leur avis en compte : on ne s'intéresse pas à leur vécu et on croit détenir les meilleures solutions. Dans sa relation avec Inter Pares, Mariamé a trouvé quelque chose de différent :

« Inter Pares n'est pas venue avec un programme pour dire « faites dans ce sens, faites de telle façon, c'est ce que nous voulons ». Non. Nous partons de la réalité des femmes, des hommes et nous agissons ensemble. »



Enseignante de formation, l'approche féministe de Mariamé s'enracine dans l'éducation : « D'abord, il faut que les femmes comprennent ce qu'est le patriarcat et quel est son impact. » Son travail commence donc par la sensibilisation, le partage d'informations et l'animation d'ateliers de formation qui **encouragent les femmes à s'organiser.**

Mariamé sait que c'est en s'organisant collectivement qu'on avance. Parce qu'une femme seule, dans sa famille, ne peut pas tout accomplir. C'est en se regroupant qu'elles peuvent influencer la communauté et provoquer le changement. Mariamé le résume mieux, en s'appuyant sur un proverbe africain : « **Une seule main ne peut pas ramasser la farine** ».

Expertes de leur contexte, les femmes développent aussi des stratégies pour contourner les obstacles et progresser. Par exemple, Mariamé explique que, pour ne pas entraver leur lutte, les femmes au Burkina Faso évitent d'employer **le mot « féminisme »** pour décrire leur vision, car dans leur milieu, ce terme **suscite des stéréotypes négatifs, voire la peur.** À la place, elles cherchent à influencer les leaders communautaires et religieux, garants des traditions et souvent réfractaires au changement. Elles leur font comprendre que leur objectif est de renforcer la famille, la communauté et le pays tout entier en rassemblant les hommes et les femmes.

De cette manière, et à mesure que les hommes se montrent plus disposés, elles ont progressivement introduit les concepts féministes et identifiés, au fil de leur parcours, des « hommes champions féministes ». Ceux-ci, selon Mariamé, sont des hommes qui, au lieu d'utiliser leur privilège pour dominer les femmes, s'en servent pour créer davantage d'égalité. Leur complicité permet aux femmes d'avancer dans leurs luttes.

L'approche partagée par Inter Pares, Mariamé et le mouvement des agricultrices qu'elle soutient n'apporte pas des résultats immédiats ni facilement quantifiables selon les critères traditionnels utilisés pour mesurer le succès dans le travail du développement international. Au contraire, nous visons à construire des relations, des actions et des programmes durables.



« On ne cherche pas à saupoudrer, à avoir des effets [éparpillés] ... on veut des changements. »

Et cela fait 20 ans qu'Inter Pares et Mariamé se sont lancé le défi de promouvoir un changement réel, compréhensif et durable. Mariamé nous confirme que la situation commence à changer : « **la mayonnaise a pris** ».

la participation des femmes..



Jamie Kneen : relier les luttes au-delà des frontières

Quand Jamie Kneen parle d'activisme, il parle d'abord des relations—les connexions entre communautés et entre mouvements, l'apprentissage entre les générations et au-delà des frontières.

Il parle d'aborder le travail avec **humilité plutôt qu'avec autorité**. Jamie parle aussi de l'importance de l'écoute, de la confiance qui met des années à se bâtir. Sa présence dans les récits qu'il raconte est constante, mais discrète, nous rappelant que le changement commence par l'écoute. Pour Jamie, il ne s'agit jamais des actions d'une seule personne, mais de ce que les gens peuvent construire ensemble.

Le lien qui unit Jamie à Inter Pares remonte à plus de trois décennies et est lié à **un engagement de toute une vie en faveur de la justice sociale et environnementale**. Il croise Inter Pares pour la première fois vers la fin de ses études de premier cycle en biologie. Alors qu'il se préparait à partir en voyage dans les Caraïbes orientales, il rencontre Jean Christie, ex-membre de l'équipe d'Inter Pares, qui le met en contact avec le programme de gestion des zones naturelles des Caraïbes orientales. L'expérience se révèle formatrice pour Jamie. Il voit de ses yeux le contraste évident entre le succès du projet de notre homologue, mené localement, qui repose sur la participation de la communauté et le savoir local, et l'échec d'un autre projet, géré à l'externe selon une approche du haut vers le bas.

« Cette [expérience] a confirmé la vision du monde que je soupçonnais déjà et tracé la voie de toute une vie d'activisme. »

Aujourd'hui, Jamie est connu pour son travail avec Mines Alerte Canada, qui a célébré son 26e anniversaire en 2025. L'histoire de Mines Alerte a commencé par une question que se posaient plusieurs groupes dans les années 1990 : comment les Canadien-ne-s pouvaient-ils ou elles réagir



Photo de courtoisie fournie par Jamie Kneen

aux dommages causés par l'industrie minière canadienne à l'étranger ? À l'époque, les rapports faisant état de violations des droits humains liées aux intérêts miniers canadiens se multipliaient. Des communautés d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie **tiraient la sonnette d'alarme** sur les dégâts causés, notamment la pollution des rivières, le déplacement de communautés et l'empoisonnement des sols.

« Les personnes avec lesquelles nous travaillions sur le terrain avaient des problèmes avec les sociétés minières canadiennes et nous n'avions ni l'expertise ni l'expérience nécessaire pour nous occuper de cela. Alors, comment faire ? »

À la suite de longues discussions avec des réseaux tels que le Groupe d'orientation politique pour les Amériques et le Forum Afrique-Canada, une idée a fini par émerger : une organisation qui aiderait les communautés à partager

le savoir et les stratégies au-delà des frontières.

« Il s'agissait de créer une réaction commune à un problème commun. »

Inter Pares est devenue le premier soutien officiel de Mines Alertte.

« [Inter Pares] a dit *il faut que ça marche!*, en mettant sur la table une somme modeste, mais assez importante pour nous aider à attirer d'autres bailleurs de fonds et bâtir quelque chose qui, incroyablement, dure depuis 26 ans. »

Depuis, la collaboration entre Mines Alertte et Inter Pares reste enracinée dans la création de coalitions et les réseaux. Avec les groupes communautaires locaux, la société civile ou les allié-e-s internationaux, l'approche reste la même : accompagner et fournir des ressources et de l'expertise au besoin, **sans être le protagoniste de l'histoire**. Le but a toujours été de bâtir la confiance, favoriser les relations

et stimuler les conditions qui permettent aux communautés de mener leurs propres luttes.

Une grande partie du travail a eu lieu en Amérique centrale, où les sociétés minières canadiennes ont fait une percée agressive au Guatemala et au Honduras dans les années 1990 et au début des années 2000, avec **des effets dévastateurs sur les communautés**.

« Les gens se faisaient tuer. Empoisonner. On déplaçait des communautés contre leur gré. La compagnie pouvait *raser* un cimetière pour agrandir la mine. »

En collaboration avec des réseaux religieux et des organisations communautaires, Mines Alertte a connecté les communautés touchées avec des allié-e-s de la région et appuyé les plaintes contre la Société financière internationale et le gouvernement canadien.

développer
des relations

« Ils n'avaient aucune idée de ce que nous racontions et ça n'a pas changé. Même si nous le martelons depuis très longtemps, de façon très claire et parfois très bruyante, ils persistent à ne pas entendre notre message. »

Les réseaux militants régionaux se sont ensuite révélés essentiels au Salvador. Lorsque la société minière canadienne Pacific Rim Mining Corporation s'est officiellement implantée dans le pays en 2002, les organisations de la société civile ont contacté des groupes au Guatemala et au Honduras pour tirer les leçons de leur expérience de résistance. Ces enseignements les ont aidés à s'organiser et à résister. Le résultat a été remarquable : de 2017 à 2024, le Salvador a interdit l'exploitation minière des métaux à l'échelle nationale, devenant ainsi le premier pays au monde à prendre une telle mesure.

« Parce que l'eau est plus précieuse que l'or... 70 % du [Salvador] dépend d'un seul bassin hydrographique. Ça n'a aucun sens d'y renoncer au profit d'un tiers, ni pour les populations rurales, ni pour les populations urbaines. »

Pour Jamie, ces victoires montrent l'importance des relations durables.

« Le fil qui relie tout ça, c'est la création de relations et de connexions qui seront là quand on en a besoin. »

Plusieurs de ces luttes s'étendent sur des années et se butent à des intérêts très puissants. Le succès se mesure donc rarement en victoires immédiates ou durables. Ce qui dure, cependant, ce sont les réseaux et **les liens de solidarité** tissés dans la lutte, les relations qui permettent de réagir collectivement quand le défi suivant se présente. Jamie s'inspire de la chanson *Accomplices, not Allies*, de l'artiste et activiste anarchiste déné C. Ali, qui illustre bien cette approche de la solidarité—être là non pas pour aider, mais pour participer à une même lutte. C'est ce même esprit de partage des objectifs qui a façonné la relation entre Mines Alerte et Inter Pares au fil des ans.

Après des décennies d'organisation, la philosophie qui guide Jamie est simple, mais profonde :

c'est important de se préparer, mais encore plus de faire preuve d'humilité. Il évoque un

voyage au Costa Rica, où il travaillait avec de jeunes autochtones qui s'organisaient pour résister à de nouvelles concessions minières. Leur groupe d'anthropologues, de juristes et de spécialistes de l'environnement avait préparé son arsenal—cartographie des droits d'exploration, lois et outils en matière d'environnement.

« Après avoir rempli le tableau de plans et d'information, je leur ai dit : *OK, là on oublie tout ça. On va y aller et écouter. Les moments les plus puissants sont venus quand nous avons mis les outils de côté pour seulement écouter.* »

Quand on « met les spécialistes de côté pour arriver avec les mains et le cœur ouverts », l'écoute devient un acte de solidarité. Cette façon de travailler incarne un autre type de leadership qui consiste à marcher aux côtés des autres, à créer des liens, à accompagner et à renforcer les voix collectives.

s'organiser
et résister...

Construire la paix et la démocratie menées localement

À Inter Pares, la paix n'a jamais été un produit à livrer. C'est un processus—lent et générationnel. Et les personnes à qui cela importe le plus doivent mener ce processus. L'édification de la paix doit être menée localement.

Ce principe tisse la trame de **notre travail de solidarité** depuis cinq décennies.

Alors que les menaces contre la démocratie se multiplient dans le monde, cette leçon est **plus importante que jamais**. À l'occasion de notre 50e anniversaire, nous jetons un regard rétrospectif non seulement sur ce que nous avons accompli, mais aussi sur la manière dont nous l'avons fait : par des partenariats féministes, à long terme, fondés sur la solidarité.

>>> NOS RACINES

La paix et la démocratie sont dans notre ADN depuis le début.

Pour un changement véritable, il faut travailler ensemble. Alors nous travaillons depuis nos débuts aux côtés de personnes aux prises avec les inégalités structurelles, les conflits armés et la répression.

En 1976, Inter Pares s'est jointe à un consortium d'organisations de la société civile européenne pour former l'Agence pour la coopération et la recherche en développement (ACORD). ACORD rejetait les modèles d'aide coloniaux à la verticale, formant plutôt des partenariats avec les communautés afin qu'elles exercent leurs droits et améliorent leurs moyens de subsistance **à leur façon**.

À la fin des années 1990, ACORD s'efforçait de devenir un réseau davantage dirigé par la communauté africaine, une transition que nous avons soutenue. Désormais axé sur la réconciliation et la justice de genre dans les zones de conflit, notamment au Rwanda, au Soudan, en Angola et au Mali, ACORD a combiné l'aide immédiate et le renforcement des capacités à long terme. Inter Pares a travaillé avec ACORD pendant 42 ans, jusqu'à sa fermeture en 2018.

« Nous faisons partie d'une coalition internationale pour démocratiser les relations d'aide, aider les gens à définir leur vie et exprimer notre solidarité le plus efficacement possible. Nous n'avons pas toujours réussi, mais nous avons toujours été une organisation en apprentissage constant. Nos valeurs sont constantes : apprendre, changer, travailler avec d'autres et explorer de nouvelles voies. »

Molly Kane, ex-membre de l'équipe d'Inter Pares et ancienne présidente du conseil d'administration d'ACORD





Bill Fairbairn, ancien membre de l'équipe d'Inter Pares, témoigne devant un membre de la Commission de vérité colombienne en 2019. Photo : Inter Pares

En 1979, Inter Pares et d'autres organismes internationaux ont lancé le Project Counselling Service (PCS) en Amérique latine. Pendant quatre décennies, le PCS a soutenu des organisations locales œuvrant auprès de **populations déracinées par la violence**. Du Mexique au Chili, le PCS a mis les femmes au cœur de son travail avec les collectivités déplacées par les conflits et veillé à ce que leur voix alimente les processus de justice transitionnelle. En 2007, le PCS est devenu une organisation menée localement.

L'approche de *counseling* du PCS avec les organisations locales était enracinée dans la solidarité, combinant soutien matériel et accompagnement étroit. Elle favorisait les partenariats horizontaux fondés sur la confiance, la flexibilité et le dialogue, selon le principe que les collectivités—en particulier les victimes de conflits—ont le droit de mener leurs processus de justice à leur façon. Cette approche a renforcé la légitimité des partenaires dans des contextes à risque élevé, polarisés sur le plan politique.

Au Mexique, nous avons collaboré avec Alianza Cívica, une coalition formée par sept groupes mexicains spécialisés dans la surveillance

électorale, à l'approche de l'élection présidentielle de 1994. Inter Pares a contribué à son organisation à l'échelle nationale, en soutenant la mobilisation de plus de 20 000 personnes chargées de surveiller les élections, y compris des volontaires internationaux comme Roch Tassé, d'Inter Pares. Ces efforts ont renforcé la confiance du public dans l'administration électorale et ont contribué à légitimer les élections mexicaines pendant une transition démocratique critique.

« Nous n'avons jamais offert de réponses toutes faites. Nous avons écouté, appris et formé des partenariats avec des personnes qui osaient prendre d'énormes risques pour que les choses changent. Notre travail consistait—et consiste encore—à créer des connexions avec des homologues et entre homologues pour accomplir ensemble ce qu'ils n'auraient pu faire chacun de leur côté. Ces liens sont un gage de soutien mutuel, d'apprentissage, de ressources en commun et de pouvoir collectif, apportant la diversité des expériences et des idées, ainsi qu'un dynamisme et une pérennité véritables à notre action collective à l'échelle mondiale. »

Jean Symes, gestionnaire de programme à Inter Pares



Et depuis, notre travail est ancré dans cet éthos—la solidarité plutôt que la charité.

»»» ÉLARGIR NOTRE PORTÉE

Au milieu des années 1990, nous avons commencé à collaborer avec le Burma Relief Centre (BRC), en soutenant des groupes locaux dirigés par des communautés autochtones qui résistaient à une dictature violente en Birmanie.

Par l'intermédiaire du BRC, nous avons formé un partenariat avec la Clinique Mae Tao (MTC), qui offre des services de santé aux populations déplacées à la frontière birmano-thaïlandaise. En 2002, la D^{re} Cynthia Maung, fondatrice de la MTC, a reçu le prestigieux prix Ramon Magsaysay pour son intégrité, son leadership et son travail humanitaire.

Au début des années 2000, nous avons intensifié notre soutien aux organisations locales menées par les femmes et les jeunes en zone de conflit—dont **plusieurs opéraient en exil**. Ces organisations ont documenté les terribles violations des droits de la personne commises par le régime militaire, ripostant au discours qui limitait la crise birmane à une affaire de répression politique. Elles ont aussi publié des rapports sur la façon dont l'armée utilisait le viol comme arme de guerre, forçant la communauté internationale à reconnaître la violence systématique qui ciblait les femmes et les filles autochtones.

« Travailler avec des organisations de la société civile de régions majoritairement autochtones en Birmanie, notamment des groupes de femmes, c'est amplifier des voix qui sont délibérément réduites au silence. »

Nikki Richard, gestionnaire de programme à Inter Pares

La Birmanie est en proie à une guerre civile depuis la prise du pouvoir par l'armée en 2021. Aujourd'hui, nos homologues comblent un vide énorme en matière de santé, de moyens de subsistance et de gouvernance—en plus de jeter les bases d'une future démocratie fédérale enracinée dans le leadership et les droits des personnes autochtones.

Cela englobe les bases d'un système de santé. En 2025, nous avons invité au Canada la D^{re} Cynthia et neuf autres leaders autochtones birman-e-s du domaine de la santé pour un voyage d'études sur le système de santé fédéral, en vue de faciliter la transition vers un fédéralisme démocratique une fois la paix revenue en Birmanie.

Leur lutte perdure, tout comme notre solidarité.

ÉCHANGES

Nous avons toujours connecté les gens au-delà des frontières dans des échanges **Sud-Sud et Sud-Nord**—où les mouvements peuvent partager stratégies et solidarité.

En 2003, nous avons réuni des activistes d'organisations de la Birmanie et du Guatemala. Les deux groupes de femmes avaient bâti de solides mouvements en exil, respectivement en Thaïlande au Mexique.

« L'échange entre les femmes de Birmanie et du Guatemala reposait sur l'idée que les femmes réfugiées du Guatemala et de Birmanie ont des expériences parallèles. Elles avaient fui la violence sanctionnée par l'État, s'étaient battues pour survivre en exil avec peu de soutien et avaient ressenti le besoin de s'organiser en tant que femmes. Toutes les femmes devaient aussi relever le défi de trouver une voix autonome et résister à l'hostilité et la discrimination masculines. Le principal objectif de l'échange était d'analyser l'expérience de retour des femmes guatémaltèques afin d'en tirer des leçons pour les réfugiées birmanes et de renforcer la solidarité entre les mouvements de femmes. »

Rita Morbia, gestionnaire de programme à Inter Pares et l'une des coordinatrices de l'échange

En 2008, Inter Pares s'est jointe au PCS pour organiser un échange entre femmes du Guatemala, du Pérou et de la Colombie afin de partager leurs luttes pour être reconnues comme survivantes de la violence sexuelle pendant un conflit. L'échange a aidé les organisations de victimes à **gagner de l'assurance** afin de réclamer de leur gouvernement respectif justice et réparation—à leur façon.

En 2023, nous avons facilité un échange à Haïda Gwaii, en Colombie-Britannique, entre membres du peuple haïda et leaders autochtones de la Birmanie. Les discussions ont abordé tant la gouvernance des terres que la survie culturelle sous la colonisation.

« Nous avons vécu des expériences similaires sous la colonisation, notamment l'interdiction des pratiques culturelles et de l'identité autochtone. »

Paul Sein Twa du KESAN (Réseau karen d'action sociale et environnementale), un de nos homologues en Birmanie

Ces échanges nous ont montré que lorsque les luttes sont partagées au-delà des frontières, il en va de même pour les stratégies, le courage et l'espoir nécessaires pour les soutenir.

>>> AUJOURD'HUI

Aujourd'hui, nos partenaires **réclament la paix** là où des communautés entières—autochtones, femmes et personnes LGBTQI+—ont été exclues des instances de décision.

Mais au Soudan, malgré des décennies de dictature, de guerre et de révolution, des organisations de femmes continuent de mener le combat pour la paix et l'égalité.

Asha El-Karib, une activiste de notre homologue l'Organisation soudanaise pour la recherche et le développement (SORD), rêve de « faire tomber

toutes les limites et les barrières—genre, ethnie, classe, religion, géographie—qui entravent l'unité des femmes et la transformation de la société ».

Les femmes ont été **à l'avant-garde de tous les moments clés** au Soudan, de l'accord de paix de 2005 au déclenchement de la guerre en 2023. Depuis le début des années 2000, nous les accompagnons à chaque tournant—pour amplifier le plaidoyer dans les pourparlers de paix, renforcer le travail de justice transitionnelle et, aujourd'hui, soutenir les interventions communautaires dans la pire crise humanitaire au monde.

Notre solidarité adaptative avec les Soudanais-e-s témoigne de notre approche : des partenariats féministes qui persistent et évoluent selon chaque phase de la lutte.

En Amérique latine, plusieurs organisations que nous soutenions dans le cadre du PCS sont devenues nos homologues directs à la fermeture de l'organisation en 2018.

Au Guatemala, nos partenaires ont aidé à **briser le silence** autour du recours à la violence sexuelle pendant le génocide contre les peuples autochtones dans les années 1980. Leur travail a contribué à la condamnation historique en 2013 de l'ex-dictateur Efraín Ríos Montt, où le tribunal a reconnu la violence sexuelle comme outil délibéré du génocide.

En Colombie, le PCS a contribué à jeter les bases des **accords de paix** de 2016, après plus de 50 ans de conflit armé. Aujourd'hui, notre homologue Colombia Diversa documente la façon dont les groupes armés ont ciblé les personnes LGBTQI+ pendant le conflit et contribue de façon importante au processus de vérité et de réconciliation.

Au Pérou, nous avons appuyé les femmes autochtones survivantes de la violence politique—notamment celles qui ont été ciblées par la campagne de stérilisation forcée sous la dictature de Fujimori dans les années 1990.

la solidarité,



Depuis des décennies, DEMUS, homologue d'Inter Pares, se bat pour que les victimes du programme de stérilisation forcée au Pérou obtiennent justice, notamment par le biais de manifestations comme celle-ci. Photo : DEMUS

Dans le cadre de notre partenariat de longue date avec DEMUS, nous avons aidé des femmes autochtones de milieu rural à réclamer justice, réparation et guérison collective.

Ce ne sont pas des projets à court terme. Ces projets sont le résultat de décennies de confiance mutuelle et de partage des analyses.

JUSTICE CHEZ NOUS

Ici au Canada, nous travaillons aussi en partenariat et en coalition pour **veiller à ce que notre gouvernement soit à la hauteur des valeurs que nous défendons** à l'étranger : droits de la personne, paix et démocratie.

Nous avons exhorté les parlementaires à faire pression pour que le Canada joue un rôle de premier plan en Birmanie et au Soudan. Nous avons pressé le gouvernement d'aligner la politique étrangère du Canada sur les priorités des communautés les plus touchées par la guerre et la répression. Nous avons plaidé en faveur de sanctions coordonnées et stratégiques qui tiennent les auteurs responsables sans nuire aux civils.

La solidarité, c'est parfois mobiliser le public pour demander des comptes de notre gouvernement. Quand un général birman sur la liste des sanctions du Canada a embauché une firme de lobbying de Montréal, nous avons mobilisé des milliers de personnes pour porter plainte auprès de la GRC et exiger une enquête sur cette violation de la législation canadienne. Résultat ? Le contrat a été annulé, une preuve tangible de l'impact de l'action collective sur les luttes pour la justice dans le monde.

En 2024, nous avons réuni des ONG, des activistes et des universitaires pour former le **Groupe de travail de la société civile canadienne sur le Soudan**.

« Il faut garder le Soudan—et la guerre en cours—sur la liste des priorités politiques. Ensemble, nous pressons le gouvernement du Canada d'accroître l'aide humanitaire et l'aide au développement, d'élargir les possibilités de réinstallation des réfugiés soudanais et d'écouter la façon dont les leaders de la société civile définissent la véritable solidarité internationale. »

Amani Khalfan, gestionnaire de programme à Inter Pares et coprésidente du Groupe de travail de la société civile canadienne sur le Soudan

pas la charité



Le Dr Cynthia Maung a fondé la clinique Mae Tao en 1989, cinq mois après avoir fui une répression militaire brutale en Birmanie. Photo : Clinique Mae Tao

Le plaidoyer au Canada n'est pas isolé de la solidarité internationale—il en est indissociable. Qu'il s'agisse de mobiliser la population, bâtir des coalitions ou réclamer une politique étrangère à base de principes, nous savons que la lutte pour la justice menée ailleurs est indissociable de la lutte pour la démocratie et les droits de la personne menée ici.

>>> RESTER FIDÈLES À NOS RACINES

La consolidation de la paix ne s'arrête pas lorsque les combats cessent. C'est un travail de chaque jour en vue de soutenir l'espoir dans les zones de guerre, les démocraties fragiles et la longue reconstruction des communautés.

Dans un monde où la démocratie est de plus en plus menacée, nos homologues nous rappellent ce qui est possible. Ensemble, nous faisons plus qu'appuyer des processus de paix—nous **co-créons un avenir fondé sur la dignité, le pouvoir d'agir et la justice.**

Ces 50 ans nous ont appris que la paix se cultive par les mouvements féministes locaux, la solidarité mondiale et les partenariats à long terme. De la résistance autochtone en Birmanie au puissant travail d'organisation des femmes du Soudan, nos homologues nous montrent que la paix n'est pas un moment. C'est une pratique.

plus
importante
que jamais.

Remerciements

>>> AVEC GRATITUDE

Inter Pares est située à Ottawa, sur le territoire non cédé du peuple Algonquin Anishnaabeg, qui fait partie des terres autochtones actuellement connues sous le nom de Canada. Notre équipe et notre conseil d'administration sont répartis sur ces terres. Nous honorons la présence et les contributions durables des peuples autochtones à cette terre. En reconnaissant le passé et en honorant le présent, nous œuvrons pour un avenir où chaque voix est entendue et chaque expérience est valorisée.

Inter Pares a été fondée en 1975 par un petit groupe de personnes qui se sont réunies pour rendre le monde plus juste et plus égalitaire. Depuis lors, **la communauté Inter Pares s'est développée** et a été soutenue et renforcée par les contributions financières, politiques et pratiques de nombreuses personnes. **Nous sommes extrêmement reconnaissant-e-s à tous-tes** ceux et celles qui nous ont accompagné-e-s.

À nos allié-e-s et homologues qui ont accepté que leurs mots soient inclus dans cette publication, merci de partager vos réflexions et vos expériences avec nous. Merci également de nous avoir accompagnés au cours de ces dernières décennies.

À nos homologues, qui nous inspirent et nous montrent ce qu'est la véritable détermination. Merci de nous faire confiance pour vous accompagner sur le long terme et de collaborer avec nous contre vents et marées.

Aux coalitions avec lesquelles nous collaborons pour un monde plus juste, merci d'être des espaces sûrs d'apprentissage, de réflexion et d'action dans un paysage en constante évolution.

À nos donateurs, donatrices et sympathisant-e-s, qui même dans les moments les plus difficiles et les plus incertains, répondent avec gentillesse, générosité et solidarité. Merci de soutenir notre travail.

À notre conseil d'administration bénévole, nous exprimons notre profonde gratitude pour votre temps et votre expertise. Merci d'accompagner notre équipe afin que nous restions fidèles à notre mission et à nos valeurs.

Et enfin, à notre équipe, qui se présente chaque jour avec un engagement profond envers nos homologues et la conviction que nous **pouvons** construire un monde meilleur. **Merci pour votre collaboration, votre courage et votre cœur.**



